



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture de la région Hauts-de-France
Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision de soumission à la réalisation d'une étude d'impact
du projet de construction de logements et d'une enseigne à dominante alimentaire
situé sur la commune de Rantigny (60)**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment l'article L.212-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2021, portant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2022-0065 relative au projet de construction de logements et d'une enseigne à dominante alimentaire situé sur la commune de Rantigny (60) reçue et considérée complète le 8 août 2022, publiée sur le site internet de la DREAL Hauts-de-France ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le projet relève, d'après les éléments fournis, des rubriques 39)a° (Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m²) et 41)a° (aire de stationnement ouverte au public de 50 unités et plus) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature et l'ampleur du projet, qui consiste à aménager sur un site de près de trois hectares :

- une enseigne à dominante alimentaire et son aire de stationnement, constituée de 120 places de stationnement,
- un programme de logements, avoisinant l'enseigne à dominante alimentaire, qui comprend des logements collectifs comme individuels ainsi que des places de stationnement,

Considérant la localisation du projet, dans le centre-ville de Rantigny, sur un site majoritairement artificialisé et imperméabilisé ;

Considérant que le projet contribue à requalifier le site d'implantation du projet, à caractère industriel, en un programme mixte regroupant des logements ainsi que des commerces ;

Considérant, au regard de l'historique du site, que les documents fournis dans ce dossier préconisent un plan de gestion mais que la compatibilité du site avec la vocation prévue n'est pas avérée puisque l'état sanitaire des sols est compatible avec un usage industriel ;

Considérant que le projet est propice à l'usage de la voiture individuelle, que les nuisances associées peuvent engendrer une dégradation de la qualité de l'air en augmentant les émissions de gaz à effet de serre, qu'en ce sens et compte-tenu de sa proximité avec la gare ferroviaire il reviendra au pétitionnaire de développer des aménagements dédiés pour favoriser les modes alternatifs à la voiture individuelle ;

Considérant, étant donné la proximité d'axes structurants susceptibles de générer des nuisances sonores, qu'il reviendra au pétitionnaire de prendre les mesures nécessaires pour réduire les risques associés ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

Le projet de construction de logements et d'une enseigne à dominante alimentaire situé sur la commune de Rantigny (60) doit faire l'objet d'une étude d'impact dont le contenu est défini à l'article R.122-5 du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 27 octobre 2022

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional
de l'environnement,
de l'aménagement et du
logement,
Le directeur adjoint,

Matthieu DEWAS

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

Tour Sequoïa - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Les particuliers et les personnes de droit privé peuvent saisir le tribunal administratif par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr